

L'hon. Robert K. Andras (Thunder Bay-Nipigon): Monsieur l'Orateur, je suis heureux de voir que mon honorable ami le ministre des Finances (M. Crosbie) est venu à la Chambre pour ce qui sera probablement les dernières étapes de l'adoption de ce bill dont l'étude s'est faite rapidement avec la collaboration de tous, comme un de ses collègues vient de le mentionner. Le ministre des Finances ne s'y attendait probablement pas, car il a dit l'autre jour, avant même d'avoir déposé le bill, je pense, je n'en suis pas sûr, qu'il ne pouvait présenter son budget à cause des tactiques d'obstruction de l'opposition qui retardaient l'adoption du bill. Il ne pouvait prendre la mesure qui consistera tôt ou tard, nous l'espérons, à couper le cordon ombilical afin de commencer à s'acquitter des responsabilités qu'il a officiellement assumées le 4 juin.

Nous nous sommes efforcés de respecter la décision qu'a prise l'électorat le 22 mai. Nous avons laissé à cette nouvelle bande cinq magnifiques mois de quiétude dans les officines d'Ottawa pour apprendre où étaient les salles de bains particulières, les trombones, comment monter, etc. Bien sûr, ils avaient déjà dit quelques années auparavant qu'ils avaient toutes les solutions et qu'ils ne guettaient que l'occasion de mener le Canada au Valhalla de la gloire conservatrice vers une nouvelle ère de prospérité, etc.

Je remarque sans trop de chagrin que mes bons amis d'en face ont l'air préoccupé et sont d'une pâleur carcérale à mesure qu'ils se rendent compte qu'il n'y a pas de solutions faciles. Je m'incline, monsieur l'Orateur, parce que c'est la vérité. Il n'y a pas de solution facile aux problèmes de notre pays ni à ceux du monde. Ils sont humains, je suppose.

M. Knowles: N'en soyez pas trop sûr.

M. Andras: Soyez patient, l'ami; soyez patient. On pourrait leur pardonner leur perplexité et leur fébrilité devant les inventions et les faux-fuyants auxquels ils ont recours en répondant à nos questions, mais on ne peut leur pardonner ou prendre à la légère l'hypocrisie avec laquelle ils abordent leur tâche. Pendant combien de temps encore ont-ils l'intention de poursuivre ce jeu, et de continuer à prétendre qu'ils ne peuvent rien faire en raison des problèmes que leur a légués le gouvernement précédent.

Nous essayons d'amener notre collègue de l'Est à l'admettre honnêtement et en toute liberté, comme il l'a fait dans d'autres circonstances. Si je relisais le hansard de façon attentive, je pourrais probablement trouver une ou deux reprises où il aurait été des plus honnêtes dans ses propos. Nous avons essayé de le faire sortir de son repaire, pour ainsi dire et de lui faire reconnaître que puisqu'il a remporté la victoire, il doit désormais assumer ses responsabilités et se mettre à la tâche. Nous n'avons pas réussi, monsieur l'Orateur.

Ces motions ont été proposées dans le dernier budget du gouvernement précédent. Les élections ont eu lieu au mois de mai; et nous sommes déjà au mois de novembre. Peut-être le gouvernement a-t-il eu raison de prendre son temps—cette période a été la plus longue dans l'histoire du Parlement canadien—pour s'initier à son travail avant de convoquer le Parlement. Peut-être avait-il raison d'agir ainsi, car il n'avait pas beaucoup d'expérience.

Toutefois, il faut savoir renoncer. Le gouvernement ne peut siéger jour après jour et prétendre que les députés de ce côté-ci sont à l'origine du retard mis à adopter ce projet de loi, retard qui empêche le ministre des Finances de nous présenter un

budget. Nous pourrions adopter ce budget en moins de deux jours; nous aurions pu l'adopter au mois de juin, et même au mois de juillet, de sorte que cela ne présente aucun problème. Un autre problème se pose en l'occurrence, comme il y en a à propos d'une foule de choses les conservateurs font ou ne font pas.

Avant les élections, tandis qu'ils siégeaient de ce côté-ci de la Chambre, ils consignaient de prétendus faits et chiffres au compte rendu. Il est très amusant et intéressant de lire dans le hansard ce que disaient mon honorable ami, le ministre des Finances, mon ami le président du Conseil du Trésor (M. Stevens) et ce véritable gourou en matière économique dans le gouvernement conservateur qui retourne à l'Université York, à l'Université de Toronto ou ailleurs ou peut-être lui destine-t-on autre chose, je veux parler de M. Gillies et, bien entendu, ce spécialiste hors pair en affaires économiques qui est maintenant premier ministre (M. Clark).

Nous relevons avec intérêt ce qu'ils disaient alors et ce qu'ils font maintenant. Nous notons également avec intérêt qu'ils avaient prédit durant la campagne électorale que les besoins de caisse ou d'emprunt durant l'année financière s'élèveraient à 17 milliards, un beau chiffre rond. D'autres avaient même parlé de 13, 14, 15, 16—vous avez le choix. J'ai même entendu parler une fois de 18 milliards. C'est écrit quelque part.

Leurs prévisions relatives au taux de chômage atteignaient les deux chiffres—10 p. 100 ou à peu près, de même que les prévisions concernant l'inflation. En somme, suite aux politiques du gouvernement précédent, le ciel devait nous tomber sur la tête.

Il n'ont pas encore réussi à se mettre d'accord depuis les élections, même après avoir consacré cinq mois à prendre connaissance de toutes ces données, de tous ces chiffres, et ils ont affirmé en public que les déficits du gouvernement seraient plus faibles que nous l'avions prévu. Ils sont effectivement plus faibles que ce qu'eux avaient prévu. Pourtant, monsieur l'Orateur, et c'est là qu'ils se sont montrés hypocrites; ils avaient calculé nos besoins d'emprunt en espèces non seulement pour la présente année fiscale, mais aussi pour les années à venir, et ces chiffres-là on les retrouve dans le hansard, dans des discours qu'ils ont prononcés ailleurs. Ils avaient prévu des dépenses beaucoup plus élevées que ce ne fut le cas effectivement. Et ils ont parcouru le pays en brandissant des chiffres exagérés. C'est en se basant sur ces prévisions qu'ils ont promis de réduire les impôts de deux milliards de dollars. C'est encore à partir de ces prévisions erronées auxquelles ils croyaient, semble-t-il, qu'ils ont promis d'instaurer un programme de déduction des intérêts sur hypothèques qui, quand il sera réalisé, coûtera près de 2.5 milliards de dollars par année. Oui, c'est à partir de ces prévisions trop généreuses qu'ils ont fait toutes sortes de promesses. Certains affirment qu'elles nous coûteraient cinq milliards et d'autres jusqu'à sept milliards par année.

Selon le premier ministre, il aurait fallu attendre deux mois pour que le déficit stimulateur fasse sentir ses effets, et d'après le président du Conseil du Trésor, il faudrait attendre un an, mais au dire du ministre des Finances, il faudrait attendre deux ans et ensuite le déficit serait supprimé.